

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MARDI 18 MARS 1980 - No 53 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

LA MONTEE DU CHOMAGE

105 000 chômeurs de plus en un an

Les chiffres de l'emploi en février font apparaître une augmentation de 105 682 par rapport à février 1979. Officiellement, on compte 1 447 600 chômeurs. Mais ce chiffre est très inférieur à la réalité. Si l'on prend en compte les chômeurs âgés de plus de 60 ans, bénéficiant de la garantie de ressources et que le gouvernement a éliminé des statistiques, on atteint le chiffre de 1 554 850 chômeurs. D'après la CGT, au sens du Bureau International du Travail, on atteindrait le chiffre de 1 912 287 chômeurs.

La durée moyenne du chômage a également augmenté, passant de 246 jours en janvier à 253 jours en février.

On note également que 51 500 personnes se sont inscrites à l'ANPE pour fin de contrat à durée déterminée. Le

nombre de personnes dans cette situation a augmenté de 22,4 % en un an.

Ces chiffres, qui sont à ajouter aux 1,9 % de hausse des prix en février, recouvrent la détérioration grandissante des conditions de vie des travailleurs.

Ils sont à rapprocher d'autres chiffres : ceux des profits réalisés en 1979 par les entreprises et qui pour un bon nombre d'entre elles ont été de l'ordre de 20, 30, 40 % !

D'un côté chômage et inflation en hausse, de l'autre profits qui grimpent. Preuve s'il en était besoin de la supercherie que représentent les appels gouvernementaux à la «solidarité nationale» face à la crise et au «consensus».

Les étudiants contre les lois anti-immigrés

Vendredi, des manifestations ont eu lieu à Paris et dans d'autres villes

Lire page 3

Quand Marchais tente d'interresser les cadres aux vertus du capitalisme d'Etat

Lire page 4

Chantier de la centrale nucléaire de Flamanville

« Nous sommes décidés à aller jusqu'au bout ! »

Les ouvriers du chantier sont en grève depuis une semaine

Lire page 5

Zimbabwe : Les projets de la ZANU

Lire page 8

Erythrée : Un dirigeant du FPLE parle

Lire page 6

50 000 MANIFESTANTS A LA POINTE DU RAZ

Après quarante-cinq jours de résistance aux gendarmes mobiles et aux paras, la population du Cap Sizun donnait dimanche, en apothéose, une preuve éclatante du refus populaire de la centrale en rassemblant 50 000 personnes sur le site de Plogoff.

Aujourd'hui encore, est prévue à Quimper une manifestation de soutien aux inculpés. De nombreux avocats, dont Maître Leclerc, viendront y soutenir Maître Choucq, suspendu lors de la première partie de ce procès par une justice paniquée face à la détermination des capistes.

Le pouvoir avait parié sur la lassitude face à l'occupation policière patrouillant et ratonnant la nuit, utilisant des grenades offensives, menaçant par écrit les paysans qui prétaient leurs tracteurs pour la construction des barricades. Face à cette occupation policière, les capistes n'ont pas reculé. Outre les affrontements quotidiens de 17 h, les barrages construits la nuit et enflammés à l'arrivée des flics vers 4 h du matin, les habitants de Plogoff apprirent vite à s'embarquer à cinquante derrière un talus pour attaquer un convoi aux cocktails molotov. Après quelques expériences cuisantes, les gardes-mobiles cessèrent de patrouiller trop près de Plogoff la nuit. Pour la seule journée du vendredi 14 mars, plusieurs explosions eurent lieu dans le barrage du Loc'h et en avant de celui-ci alors que les gendarmes mobiles arrivaient à 3 h 30 du matin, puis à l'emplacement des maries annexes à 5 h du matin.

Un jeune homme a été gravement blessé vendredi soir à Pont-Croix lors d'une manifestation sur le lieu du casernement des gendarmes mobiles. Transféré à Brest, il perdra vraisemblablement un œil. Nouvel acte sauvage des forces policières qui ont ainsi clos l'enquête publique.

Nous reviendrons sur l'ensemble de ces événements dans notre prochaine édition.

Correspondant



Dimanche, une foule immense est venue manifester son soutien à la population du Cap contre le projet de centrale et l'occupation policière.

Nouvelle fédération CFDT de l'agroalimentaire : est-il possible de gagner ensemble ?

Par Claire MASSON

Une nouvelle fédération de la CFDT est née, du 26 février 1980 au 1er mars dernier à Vertou (44) : la fédération de l'agro-alimentaire.

Elle réunit l'ancienne fédération de l'Agriculture et celle de l'Alimentation. Les deux premiers jours, les deux congrès séparés de l'agriculture et de l'alimentation se sont tenus. 86 % des délégués de l'agriculture se sont prononcés pour la nouvelle fédération, contre 77,5 % de l'alimentation.

Les travaux du premier congrès de l'agro-alimentaire ont été marqués par une presque unanimité puisque 92,92 % du congrès fusionné a approuvé la résolution de regroupement, et 95,45 % la résolution action. La structure de cette nouvelle fédération n'était pourtant pas sans soulever de nombreuses inquiétudes parmi les délégués. Elle s'exprime pendant la discussion sur les statuts : 51,07 % des mandats approuvent un amendement aux statuts limitant à un tiers au lieu de la moitié, le nombre de permanents au conseil fédéral de la nouvelle fédération. Une façon sans doute pour de nombreux délégués de mettre en garde la direction fédérale devant les risques du bureaucratisme des structures très allourdies par le regroupement.

Le congrès a été marqué aussi par une longue intervention de Dan Gallin, président de l'UITA, sur le développement et par la visite d'Edmond Maire.

C'est un congrès un peu exceptionnel pour la CFDT qui s'est tenu du 26 février au 1er mars à Vertou en Loire-Atlantique. Le congrès de regroupement des deux fédérations, de l'agriculture et de l'alimentation.

Se sont tenus d'abord séparément, le 8ème congrès de la FGA qui s'est prononcé à près de 85 % pour le regroupement, et le 18ème congrès de l'alimentation qui, de son côté, ne l'approuvait qu'à 77,5 %. En effet, pour la Fédération de l'alimentation, beaucoup moins nombreuse, un nombre important de délégués craignait d'être complètement « absorbés » par l'agriculture. Ce sont les représentants des industries privées de transformation agro-alimentaire (regroupés avec le secteur coopératif qui dépendait jusque-là de l'agriculture du fait de la participation de paysans aux conseils d'administration) qui ont été les plus ardents défenseurs de la nouvelle fédération et qui ont finalement convaincu le congrès.

Pour l'agriculture, la principale opposition venait des Crédits Agricole qui préféreraient le regroupement avec la Fédération banque et des fonctionnaires du ministère beaucoup moins nombreux.

Le congrès de regroupement proprement dit a commencé le 27 février.

La discussion générale sur le regroupement permit aux délégués des deux fédérations de confronter leurs points de vue mais fut assez rapide car les discussions avaient eu lieu, la veille, chacun de son côté. C'est donc un vote massif, 90, 80 % qui vota, à la fin de la première journée, la résolution regroupement. Il faut noter aussi, que la discussion sur les amendements fut rapide puisque la commission avait intégré la plupart des propositions envoyées par les syndicats : 21 sur 24.

LA CREATION DU RAPPORT DE FORCE
La discussion s'anime sur

le rapport de Jean-Paul Jacquier, sur « les orientations de notre action ». En fait, c'est le principe adopté à Brest, de la politique d'action articulée qui a été mise en cause par certains syndicats. Ce qui a fait dire clairement au rapporteur, qu'un certain nombre d'intervenants ne se reconnaissent pas dans la ligne confédérale adoptée à Brest en mai dernier.

Plus que le principe d'une

des luttes contre le gouvernement véritable responsable de la politique suivie par les patrons. Ces deux amendements, (ainsi que les autres allant dans le même sens), furent largement rejetés par le congrès qui approuva à 95,45 % l'orientation fédérale. Apparemment un véritable plébiscite.

DES STRUCTURES TROP PESANTES

Pourtant un certain nombre de problèmes demeurent. C'est à l'occasion de la discussion sur les statuts qu'ils se cristallisèrent. 83 amendements étaient déposés sur le projet de statuts, et la commission n'en avait retenus que 18 à l'ouverture du congrès.

L'inquiétude des délégués s'exprima souvent sur la lourdeur des structures mises en place : la structure fédérale verticale (division en branches) est contrebalancée par une structure horizontale dont l'efficacité n'est pas toujours parue évidente. Les divers secteurs de la nouvelle fédération terriblement disparate (elle va du salarié agricole à l'employé du Crédit Agricole, en passant par le fon-

diverses seront réunis risquant de s'embourber dans l'incapacité d'agir ensemble. Coup de théâtre pendant la discussion sur les statuts, le congrès retint à 51,07 %, un amendement présenté par trois syndicats du Languedoc, limitant le nombre de permanents à 1/3 du conseil fédéral au lieu de la moitié, ce fut le seul amendement retenu par le congrès. Car malgré les questions posées par les délégués, aucun amendement voté, n'a obtenu plus d'une cinquantaine de voix, au vote à main levée qui les sanctionnait (sur 200 délégués environ). Ce qui a pu donner le sentiment que les jeux étaient faits d'avance, ou qu'il n'y avait guère qu'un petit noyau de « toujours les mêmes opposants » aux orientations fédérales et confédérales.

CONTRE LE POUVOIR DES PERMANENTS

En acceptant cet amendement, le congrès a sans doute voulu exprimer qu'il avait son mot à dire, et qu'il ne voulait pas que la fédération s'oriente vers un syndicalisme sans rapport avec les préoccupations des travailleurs. Car les lourdeurs des structures nouvelles, en multipliant les réunions porte le risque de favoriser les permanents et de leur donner tout le pouvoir.

Ainsi amendés, les statuts furent adoptés à 86,01 %. Le reste des travaux (rapport sur le développement) sur la nécessité de la syndicalisation ne souleva pas de controverse et obtint le meilleur score : plus de 99 %.

Le congrès se termina par le vote de motions d'actualité, dont il est remarquable que pas une ne porte sur la question de l'Afghanistan. Et aucune non plus sur les conditions faites aux paysans presque totalement absents de ce congrès de l'agro-alimentaire. Remarquée

Agir en direction des paysans

Extraits de l'intervention du syndicat des salariés de l'agriculture du Pays Basque :

« ... Nos relations avec certaines forces paysannes qui, conscientes de leur écrasement actuel par une agriculture capitaliste, ont des propositions de transformation fondamentale de ce système. Nous savons que ce n'est pas un sujet facile, qu'il ne faut pas aborder sous une forme sentimentale... »

« Ce que nous pensons, c'est que notre action en direction des travailleurs agricoles anti-capitalistes doit prendre en compte certaines données pour aller dans le sens d'un combat commun... »

« La première affirmation que nous faisons, c'est que dans les agriculteurs, il y a des riches et des pauvres, il y a ceux qui triment toute l'année, et ceux qui ont des salariés agricoles pour trimer... »

« La deuxième affirmation, est que si nous voulons une transformation radicale de l'agro-alimentaire, elle ne pourra se faire sans une participation active des travailleurs agricoles qui se placent sur une position anticapitaliste, car, comment socialiser le foncier et faire progresser des formes collectives de production si les paysans ne sont pas mis dans le coup et ne participent pas à ces transformations ? »



seulement, l'intervention du syndicat des salariés de l'agriculture du Pays Basque, demandant de ne pas mettre tous les paysans dans le même sac et de développer les alliances avec la grande majorité d'entre eux qui n'ont pas de salariés, et ne sont pas des patrons. Et pas seulement pour des raisons de nombre, parce qu'ils sont onze millions, comme l'a dit le rapporteur François Bouille, mais parce que cette alliance des paysans et des ouvriers est stratégique pour

tous ceux qui veulent changer notre société.

« Cette nouvelle fédération ne deviendra pas du jour au lendemain un épouvantail à patron » a conclu François Bouille. Et le congrès s'est séparé plus sur l'idée qu'il fallait plusieurs mois de pratique pour juger des décisions prises, que sur la certitude que les orientations et les structures de cette nouvelle fédération allaient permettre de grandes victoires aux travailleurs de l'agro-alimentaire.

Quel rapport de force ?

Comment créer un rapport de force ? Cette question a été posée plusieurs fois par les délégués. Par exemple le syndicat des salariés de l'agriculture du Lot-et-Garonne ?

Aujourd'hui, notre préoccupation principale est la création d'un véritable rapport de force d'ensemble qui permette de faire aboutir les revendications des travailleurs, de faire reculer le patronat et le gouvernement. Ce rapport de force, ne pourra être créé que par une mobilisation de l'ensemble des travailleurs sur des objectifs de lutte unitaire et commune à tous les secteurs... Pour nous, cette plate-forme doit comporter deux points essentiels : le SMIC et les trente-cinq heures sans perte de salaire et avec embauche équivalente...

On nous dit souvent : « Les trente-cinq heures ce n'est pas crédible ». Ce qui n'est pas crédible, pour les travailleurs, c'est de leur dire qu'il faut négocier à tout prix ; que l'on obtiendra des résultats avec des négociations à froid, c'est de ne leur fixer aucune perspective centrale de lutte sur les revendications communes, claires, unifiantes.

Nous devons adapter nos propositions d'actions, nos méthodes de lutte à nos revendications et non adapter nos revendications à ce que l'on peut obtenir dans l'imédiat sans avoir créé de rapport de force... »

politique syndicale industrielle, (pourtant dénoncée par le syndicat des organismes agricoles de l'Aveyron), c'est celui de la « globalisation » des luttes qui a été posé. C'est-à-dire la création d'un rapport de force au niveau national contre l'actuel plan Barre étrangement absent des textes proposés. Au moment des amendements, la discussion était relancée encore à plusieurs reprises. Autour d'un amendement présenté par les salariés agricoles du Rhône qui voulait remplacer « crise de société » par « crise du capitalisme ». Autour aussi de celui présenté par la coordination FGA du Lot-et-Garonne « œuvrer pour l'unification et la centralisation

tionnaire du ministère et l'ouvrier de Saupiquet) ont réunis en quatre syndicats départementaux : fabrication, transformation, services et secteur public, regroupés dans une union départementale agro-alimentaire. Ces syndicats multicatégoriels sont la base de la nouvelle fédération.

Malgré l'accusation qui leur a été faite de « corporatisme », plusieurs délégués défendirent leur attachement au syndicat d'entreprise, plus unificateur pour l'action, et dénoncèrent les risques de la multiplication des réunions pour les militants dans les nouvelles structures. Les nouveaux syndicats où des travailleurs de conditions très

Dan Gallin condamne les multinationales

Venu au nom de l'Union Internationale des Travailleurs de l'Agriculture (UITA), Dan Gallin a fait, le 28 février, une intervention très remarquée. Il a lancé un véritable réquisitoire contre les sociétés multinationales qui contrôlent le commerce mondial des secteurs alimentaires et agissent sur le développement de l'agriculture des pays du Tiers Monde. Il a dénoncé en particulier la création de zones dites « franches » (par exemple en Afrique et en Amérique Latine) où sont cultivés en grande surface, des produits pour la consommation des pays occidentaux (ex : les ha-

ricots verts au Sénégal). Ainsi ils affament les populations locales qui ne cultivent plus les produits de leur culture traditionnelle, indispensable à leur alimentation. Et, les trusts deviennent les organisateurs de la famine dans le monde. Dan Gallin a appelé ensuite : « Pour isoler ces fers de lance du capitalisme mondial, il faut développer les alliances les plus larges ». C'est en particulier pourquoi se tiendra en avril à Belgrade, la conférence syndicale mondiale sur le développement (à laquelle participera la CFDT).

La deuxième partie de l'intervention a porté sur

la défense du droit syndical, sérieusement mis à mal par les grands trusts de l'agro-alimentaire, dans le Tiers Monde toujours. Sur la selfette, Nestlé, et en ce moment Coca Cola, au Guatemala. Là, près de 2 000 travailleurs ont été tués en huit mois par les milices patronales. C'est pourquoi, l'UITA a lancé un mot d'ordre mondial pour le boycott du Coca Cola et du tourisme au Guatemala.

La réponse de la nouvelle FGA-CFDT a été le vote à l'unanimité d'une motion d'actualité condamnant le trust Coca Cola.

Les étudiants dans l'action contre les lois anti-immigrés

Vendredi 14 mars était le dernier jour de remise des dossiers d'entrée à l'Université française pour les étudiants étrangers. Une commission était réunie pour cela au ministère de l'Éducation nationale. Cette commission répartit les demandes entre les diverses universités. Jusqu'en 1977, l'inscription était libre. De récents décrets, ayant pour but d'éliminer 20 000 étudiants étrangers, ont été adoptés récemment par le gouvernement. Parmi les nouvelles mesures prévues figure l'obligation de pouvoir fournir une provision de 9 000 F bloquée sur un compte par l'État français et destinée à payer le voyage de retour en cas d'expulsion. Le dépôt de cette somme est une condition

à l'obtention du permis de séjour. Ajoutons à cela que le logement en cité universitaire sera rarement possible et que l'adhésion à la Sécurité sociale étudiante ne sera possible que dans certains cas. Quant à la carte de séjour, elle devra être renouvelée tous les quatre mois et non plus tous les ans. Des mesures dirigées contre les étudiants étrangers, de même nature que les lois Barre-Bonnet dirigées contre les travailleurs immigrés. Vendredi, des manifestations ont eu lieu, en particulier à Paris, pour protester contre ces mesures dont l'application se traduirait par l'expulsion de milliers d'étudiants étrangers.

Vendredi à Paris

«Non aux expulsions!» scandaient les étudiants

Vendredi 15 h, la gare de l'Est à Paris résonne des cris des étudiants : «Français-immigrés solidarité !», c'est le cortège de Jussieu, un des plus gros, qui arrive à la manifestation, appelée par la coordination de Rouen du 1er mars. Les étudiants et les enseignants du SGEN de nombreuses facs (Angers, Brest, Nantes, Amiens, Jussieu, Orsay, Caen, Vincennes, Nanterre, Grenoble, Clignancourt, Censier, Saint-Denis, des facs de médecine et d'architecture de Paris, Tolbiac dont certaines sont en grève), ont répondu dans l'enthousiasme à cet appel. Ce sont 6 à 7 000 étudiants français et étrangers qui ont défilé jusqu'au ministère de l'Intérieur. Le cortège est passé par les quartiers populaires à fort taux d'immigrés Barbés,

Pigalle, Clichy et fut plus d'une fois applaudi par la foule. Les slogans : «Non aux expulsions - oui aux inscriptions», «Abrogation de la circulaire Bonnet», «Pourquoi limiter aux étrangers le droit d'étudier et de travailler ?», «Stoléru ta loi tu peux te la mettre au cul», montraient la détermination de la jeunesse à refuser les lois racistes du gouvernement. En province, à Grenoble, Angers, Amiens des manifestations étaient également organisées. Cette grande journée de mobilisation des étudiants marque un point de plus dans la lutte contre les lois discriminatoires. En plus des luttes des travailleurs, (Sonacotra, travailleurs turcs), des lycées (Chelles, Vitry) le gouvernement voit s'ouvrir un nouveau front d'opposi-

tion : les étudiants dont le mouvement national ne fait que commencer. Il faut que tous ces fronts se réunis-

sent. Seule la force de l'unité est capable de faire reculer la politique raciste gouvernementale.

Fascistes, hors des facs !

Vendredi vers midi, une vingtaine de fascistes du GUD arrivent à la fac de Censier et commencent pieds de chaises en mains à distribuer leurs tracts racistes. Deux étudiants vont immédiatement à Jussieu prévenir l'assemblée générale qui prépare la manifestation de l'après-midi, ce sont 300 étudiants français et étrangers qui partent à Censier. Les sinistres individus en voyant arriver cet impressionnant cor-

tège aux cris de «fascistes hors des facs», ne réclament pas leur reste et s'enfuient en laissant sur place des pieds de chaises et des matraques. Cette intervention de masse montre la voie à suivre contre ces individus. Il faut riposter en masse face aux provocations de ces groupuscules, c'est une leçon de cet épisode.

Corresp. ETUDIANT

Grenoble

1000 étudiant manifestent contre la loi Bonnet

Jusqu'à présent Grenoble n'avait pas encore connu de mouvement comme dans d'autres villes. Il faut simplement rappeler qu'en novembre, une délégation de plus de 200 personnes, le lendemain plus de 600 avait obligé le président de l'université 2 (Sciences Sociales) à inscrire plusieurs étrangers qui ne l'étaient pas encore. Cette semaine

diverses organisations d'étudiants étrangers, notamment le comité de lutte appelaient à l'action.

Vendredi 14 mars était organisé un manifestation du campus à la préfecture. 1 000 participants environ, ce qui constitue un nombre important, vu le faible degré de mobilisation existant jusqu'à présent. Tout au long du parcours résonnaient des

slogans tels : «Abolition de la circulaire Bonnet», «Solidarité étudiants français-immigrés», «Libre inscription des étudiants étrangers», «Droit aux études pour tous les étrangers», «Non aux expulsions». Le cortège s'arrêta à 100 m environ de la préfecture où fut reçue une délégation de 2 personnes par le préfet. Face aux CRS, le rassemblement

scanda sa détermination de mettre fin aux mesures s'attaquant aux étrangers.

Comme le soulignèrent à la fin diverses interventions : «N'en restons pas là». En effet, il y a un réel effort à faire pour définir les moyens d'associer l'ensemble des étudiants, des actions, des objectifs. Certaines idées sont en l'air, «boycott du concours national» décidé par les étudiants étrangers apprenant le français avant d'entrer à l'université, concours hypersélectif, ils ont appris son existence 15 jours avant de le passer. Si tout cela n'est pas fait, cela risque d'être un feu de paille.

Un étudiant étranger dit dans son intervention : «Ces mesures ne concernent pas seulement les étudiants, mais aussi les travailleurs immigrés». Un point de vue qu'il faudra développer car cela était absent au cours de la manif.

A noter l'absence remarquable de l'UNEF Renouveau, proche du PC à la manif et au cours de la manif mobilisation, ainsi que l'absence de syndicats enseignants.

Corresp. ANGERS

Corresp. GRENOBLE

Angers

Après la lutte, les étudiants s'organisent

Après la reprise des cours à Angers, dans toutes les facultés, la détermination n'en est pas pour autant entamée, en effet à l'initiative de plusieurs membres des comités de lutte CADEE (Comité d'Action et de Défense des Etudiants Etrangers) des comités se sont créés sur chaque fac, notamment en fac de sciences où des perspectives ont déjà été avancées : élargissement des cibles, information large sur le campus des étudiants

sur les lois Barre-Bonnet-Stoléru, sur la carte universitaire : passage de montages diapos, projet de rompre le ghetto universitaire en lançant une information large et permanente en direction des lycées, des entreprises, et plus largement de la population.

L'orientation nouvelle que se donnent ces comités est intéressante : une campagne large sur la ville, l'explication

des mesures racistes, de la politique du gouvernement, favorisant un débat à la base et la réflexion des étudiants sur ces lois. C'est donc une nouvelle étape de la lutte qui s'annonce avec la création de ces comités en sciences en IUT, en Lettres. C'est aussi un des acquis de la lutte que ces structures puissent se mettre en place et réfléchir sur des moyens futurs de lutte.

Quimper : nouveau procès des inculpés de Plogoff

C'est ce lundi qu'a lieu à Quimper le procès des 9 personnes arrêtées le 29 février dernier à Plogoff par les gendarmes mobiles. Depuis cette date, 8 d'entre eux sont maintenus en prison. Le 6 mars dernier, un premier procès avait déjà eu lieu. Procès au cours duquel l'avocat des inculpés, Maître Choucq, avait été sanctionné d'une mesure de dix jours de suspension.

Ce premier procès avait été également marqué par des violences policières contre les manifestants venus exiger la libération des inculpés.

Aujourd'hui, la même exigence demeure. Les 9 de Plogoff doivent être libérés comme doit l'être également Clet Ansquer, cet habitant de Plogoff condamné à un mois de prison.

Maine et Loire : les MI/SE à l'action

Le mouvement des MI-SE sur le Maine-et-Loire a déjà mené des actions. Réunis en coordination nationale samedi dernier, ils ont décidé d'une grève d'une semaine qui a effectivement eu lieu. Prochainement ils envisagent de mener une semaine d'action du 17 au 22 mars. Le lundi 17 mars ils organisent une manifestation devant le lycée Joachim du Bellay pour protester contre la réforme du pionicat. Le 20 ils participeront à la journée d'action nationale enseignant contre la suppression des postes et les mutations. Après cela doit se tenir une nouvelle coordination pour décider de la suite à donner au mouvement. Ce mouvement concerne plus de 200, MI-SE sur le Maine-et-Loire.

Joues, à Champagnolles dans le Jura

La direction de cette entreprise est passée sous le contrôle de la «Générale Occidentale». (Amora, Vendamme, l'Express etc) vient d'obtenir 65 licenciements de la part de l'inspecteur du travail. Elle trouve que ça n'est pas assez. Elle en réclamait 293 pour être sûre d'en obtenir 177. Pendant ce temps, la gauche, à la tête de la municipalité de Champagnolle où se trouve la principale usine, se dispute, chacun accusant l'autre de ne rien faire contre le chômage. Le maire, du parti socialiste a démissionné.

Jeunes agriculteurs contre Préfecture du Doubs :

la tension monte

La tension monte chez les agriculteurs. Dans la nuit de jeudi à vendredi, un groupe de jeunes agriculteurs a été arrêté au moment où il tentait de mettre le feu à des bottes de paille devant la préfecture de Besançon.

Grève illimitée à l'usine métallurgique Dubois pour les salaires

Dans cette petite usine de Besançon, depuis plusieurs années, c'est fréquent, le patron refuse de négocier avec les délégués CFDT, alors que les travailleurs dans l'unité se mettent en grève et finalement le patron doit céder quelque chose. Vendredi, devant un nouveau blocage patronal, les travailleurs ont décidé la grève illimitée. Ils réclament :

- Une hausse uniforme des salaires.
- Le maintien définitif de la cinquième semaine de congés payés.
- Le paiement à 100 % des heures de grève.

Super M, Monoprix : les travailleurs reprennent

Après trois semaines de grève, les employés de Super M et de Monoprix ont repris le travail. Bien sûr, ils n'ont pas gagné sur toutes les revendications, mais ils ne sont pas rentrés sans rien.

La prime de vacances passera de 600 à 830 F. Les augmentations ne se feront plus tous les six mois, mais selon les publications de l'INSEE. Trois jours de grève seront payés. Il y a eu 70 000 F d'accordés au comité d'entreprise et à répartir à l'ensemble des crédits, la retenue des jours de grève sera échelonnée sur plusieurs jours (mois). Les employées que j'ai rencontrées après la reprise, sans parler de victoire, gardaient le moral et ne paraissaient pas découragées. Actuellement, des contacts sont pris afin d'interviewer des employées des deux magasins pour connaître le bilan qu'ils font de cette lutte.

Correspondante Montpellier

Que se passe-t-il au 5e régiment de dragon du Valdahon ?

3 morts, 21 blessés en une semaine

L'entraînement est intensif dans ce régiment stationné près de Besançon. Est-ce efficace ? Le colonel Charpy, en tout cas, le juge nécessaire. Quoiqu'il en soit ce sont les soldats de son régiment qui le subissent au péril de leur vie. L'un est mort au fond d'une piscine où il s'entraînait pour la 3e fois à «dégager des soldats emprisonnés dans un char». L'autre a été tué lors de l'explosion d'une grenade. Les autres sont victimes d'un accident au retour d'une manœuvre de nuit dans les Ardennes, le ca-

mion contenant une vingtaine de soldats s'étant écrasé contre un mur. Devant la montée des questions et la colère des familles à propos de la sécurité dans l'armée, celle-ci a répondu d'abord par les arguments habituels : «*Accident imprévisible*». Mais l'accumulation des imprévisibilités l'avait amené à changer de tactique. Elle a porté plainte contre X pour homicide involontaire ; quand aux soldats ils sont invités à ce faire et comme d'habitude, la menace sur les permissions pèse d'un grand poids.

Transparences

Lors du rassemblement national des cadres organisé par le PCF, une motion de soutien à Marchais rappelle cette exigence formulée récemment à plusieurs reprises par le PCF : «*Tous les hommes politiques publics doivent rendre compte de leurs activités et accepter la transparence de leurs vies*».

Au congrès de la fédération parisienne du RPR, Pons a applaudi aux trois commandements du candidat à la présidence : être absolument transparent, honorable et en apporter les preuves. Poniatowski au contraire, s'écrie à propos des polémiques éventuelles autour des hommes du gouvernement : «*Attention, de ne pas arriver en 1981 en haillons et en lambeaux*». Lecat, pour sa part, refuse d'ouvrir, comme il l'avait promis, le débat sur la transparence des opérations de presse. Les uns réclament, la transparence pour tous sachant très bien que ceux qui s'y refusent seront toujours assez nombreux pour qu'elle ne soit pas exigible pour eux mêmes. Les autres la refusent sous prétexte qu'elle n'éclaircira pas le débat.

La bataille des candidatures au PS

Le CERES, qui craint de devoir quitter la majorité de Metz, vient de réaffirmer avec force son soutien à la candidature Mitterrand : pour Chevènement, le premier secrétaire «*reste le meilleur candidat*». Et de s'en prendre à Rocard. Sarre abonde dans le même sens : «*dès lors que le premier secrétaire n'a pas fait connaître ses intentions, il est évident que toute candidature auto-proclamée contribue à la stratégie de l'empêchement. Le CERES parce qu'il fait partie de la majorité de Metz, n'a pas l'intention de participer à un galop d'essai*».

Nouvel épisode de la guerre des candidatures au sein du PS, qui fait suite à l'encouragement à la multiplication des candidatures lancé par Mitterrand jeudi 13 mars et la rumeur de la candidature Joxe. Manœuvres serrées signe supplémentaire de la profondeur des divisions du PS.

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple

205-51-10

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP
Commission paritaire : 56 942
Libeller les chèques à «*Aujourd'hui Presse*»
Société Générale 200 208 66

Rassemblement national des cadres organisé par le PCF Quand Marchais tente d'intéresser les cadres aux vertus du capitalisme d'Etat

Samedi 15 mars, le PCF organisait à Nanterre, un «*rassemblement nationale des techniciens, ingénieurs, cadres et agents de maîtrise*». Toutes catégories invitées à lutter dans l'entreprise «*pour le changement et un nouveau type de développement de la société*», comme l'affichait le calicot surmontant la tribune. Quel nouveau type de développement ? Marchais en a donné une idée en faisant l'apologie des «*pays socialistes*» qui connaissent «*une croissance économique élevée*» et offriraient «*une participation populaire réelle à la gestion et à la direction de toute la société*».

Intéresser les cadres en montrant comment l'URSS offre une large place aux compétences des ICT et leur donne surtout un pouvoir politique, aura été le point le plus nouveau d'un discours sans surprise du secrétaire général du PCF. Discours qui apparaissait, si l'on excepte les envolées lyriques d'un Marchais clamant son innocence, assez terne en regard des déclarations spectaculaires de Leguen, parues vendredi dans «*Révolution*». Le membre du bureau politique du PCF, initiateur de l'UGICT (syndicat des cadres cégétistes) y fait une autocritique de la démarche complaisante du PCF en direction des cadres.

Après les quatre carrefours de discussion, quelques 1.000 ICT et agents de maîtrise se rassemblaient samedi 15 mars dans la salle des congrès de l'Hôtel-de-ville de Nanterre. Complètes et cravates n'y font pas la majorité, le cadre PCF préfère le costume sport et la chemise ouverte pour de tels rassemblements surtout lorsque l'insistance sur les luttes et la place de la classe ouvrière est de circonstance. Ton en accord avec la phraséologie révolutionnaire développée par le PCF depuis plusieurs mois et qui a inprégné l'interview de Leguen à «*Révolution*» hebdomadaire du PCF.

L'AUTOCRITIQUE DE LEGUEN

Revenant sur la défense des cadres, de leurs propres revendications pratiquée par le PCF depuis le 22e Congrès pour les intéresser à ses propositions, Leguen déclare notamment : «*Pendant toute une période nous avons développé notre politique en ne parlant quasi-exclusivement que des convergences objectives (entre revendications des cadres et des ouvriers)... Nous avons d'une part sécurisé mais d'autre part, laissé planer l'idée que nous n'étions pas pour des changements profonds, notamment dans les*

rapports sociaux. A partir de là, ces catégories qui sont influencées par la technocratie (les ICT)... n'étaient pas en mesure de percevoir la différence entre le contenu des changements proposés par les communistes et celui des changements proposés par la social-démocratie... Leguen «*constate*» que l'influence du PCF dans ces couches «*n'a pas grandi en rapport avec (sa) politique d'alliance*» et regrette qu'elles aient été «*beaucoup plus influencées par les idées réformistes*».

Question du journaliste

«*Révolution* : Le PCF «*parle souvent aujourd'hui des contradictions qui existent entre ouvriers et ICT. Pendant tout un temps n'a-t-il pas donné pourtant de l'alliance qu'il proposait une vision un peu idyllique ? Il est même apparu à une époque comme le défenseur de la hiérarchie telle qu'elle était*».

Bonne amorce pour Leguen qui répond : «*La démarche que nous avons est à relier à la période du programme commun de la gauche et à ses objectifs. Ce n'est pas que nous ne considérons pas qu'il y avait des contradictions, c'est plutôt que nous reportions la solution de ces contradictions à un règlement politique, économique et social d'ensemble. C'est ce qui en définitive conduisait, en prenant en compte les convergences objectives à dénaturer quelque peu le contenu de classe de l'alliance...*».

Et de situer le changement d'orientation à la veille des législatives où le PCF proposait de «*ramener les hiérarchies de 1 à 5*». Dans cette optique la notion de convergence change quelque peu : «*La grande majorité des techniciens fait économiquement partie de la classe ouvrière*», l'allian-

ce ne se pose donc que pour les cadres tentés par les réformistes ou dérouterés par la crise.

MARCHAIS MOINS CATEGORIQUE

Cette question de la place des cadres dans l'alliance avec les ouvriers, est noyée dans le discours de clôture du rassemblement du 15 mars. Marchais l'axe sur l'appel au renforcement du PCF et développe sans surprise l'argumentation en trois phases : les manifestations de la crise où le premier secrétaire fait le parallèle entre les dégradations de la situation des ouvriers et de celle des ICT, les réponses du gouvernement et du PCF à la crise, enfin l'appel aux luttes condition du changement et au renforcement du PCF clé du succès des luttes selon Marchais.

Moins catégorique que Leguen, Marchais parle de «*donner toute sa place à la classe ouvrière*». Loin de parler d'autocritique, il cite à l'appui le 22e Congrès qui avait été marqué par la pleine approbation du programme commun. Quant à savoir comment la classe ouvrière pourra trouver cette place, c'est en faisant en sorte que «*le plus vite possible des ministres communistes*» soient au gouvernement. Rien de très neuf donc sur ce point. Si Marchais parle de langage sans complaisance, il n'en fait pas moins aller de pair l'affirmation du «*rôle de la classe ouvrière dans la lutte pour les changements*» et compréhension, réponse aux interrogations des cadres. Et de développer sur la complémentarité des ouvriers et des ICT dans les luttes à l'entreprise :

L'URSS ET L'AVENIR DES CADRES

En guise d'introduction aux solutions du PCF à la crise, Marchais s'est longuement étendu sur «*les pays socialistes qui ne connaissent ni le chômage ni l'inflation galopante ni les gâchis industriels et financiers*». Applaudissements pour ces pays qui «*vont de l'avant*» alors que la crise secoue les pays capitalistes. Il est vrai que les ICT ont pu être séduits par l'URSS qui rivalise avec les USA dans le domaine spatial qui «*présente pour les surrégénérateurs une avancée que seule la France égale*».

Bref, des pays où non seulement les cadres voient leurs compétences reconnues mais participent pleinement à la gestion de l'économie dans une société où le poids de l'Etat se renforce au détriment des ouvriers. Le discours de Marchais aura donc apporté des précisions supplémentaires au projet de capitalisme d'Etat du PCF.

QUESTIONS A RENÉ LE GUEN

Cadres: le regard des communistes

Ce samedi 15 mars, le PCF devait inviter ingénieurs, cadres et techniciens à débattre dans quatre carrefours. G. Marchais devait participer à ce rassemblement. Nous avons posé quelques questions à René Le Guen, membre du Bureau politique du PCF. Questions et réponses sont dénuées de complaisance.

GILBERT WASSERMAN

«*Révolution*», le nouvel hebdo du PCF se fait largement l'écho du débat actuel sur les cadres.

«Radio 25» :

- 4 condamnations
- «Carnaval pour la liberté d'expression»
- Des blessés

Pour protester contre les atteintes à la liberté d'expression, le comité de soutien aux inculpés de Radio 25, organisait samedi 15 après-midi, un «*carnaval pour la liberté d'expression*». Les manifestants déguisés caricaturaient la conception de la liberté d'expression selon Giscard. Ceci consistant par exemple à condamner à 5 000 F d'amende chacun des 4 inculpés de Radio 25 en les déclarant coupables «*d'avoir diffusé des émissions de radio ou en avoir fourni*

les moyens». En les condamnant à des sommes importantes, mais avec suris, les juges espèrent bien décourager toute tentative de continuer les émissions et pourtant celles-ci continuent chaque mercredi, avec un caractère populaire et liées à l'animation locale. C'est selon ce principe aussi que se déroulait la manifestation de samedi au milieu d'une grande foule, que les commerçants cherchent à attirer pour la quinzaine commerciale. A 17 h 30, alors que tout se passait

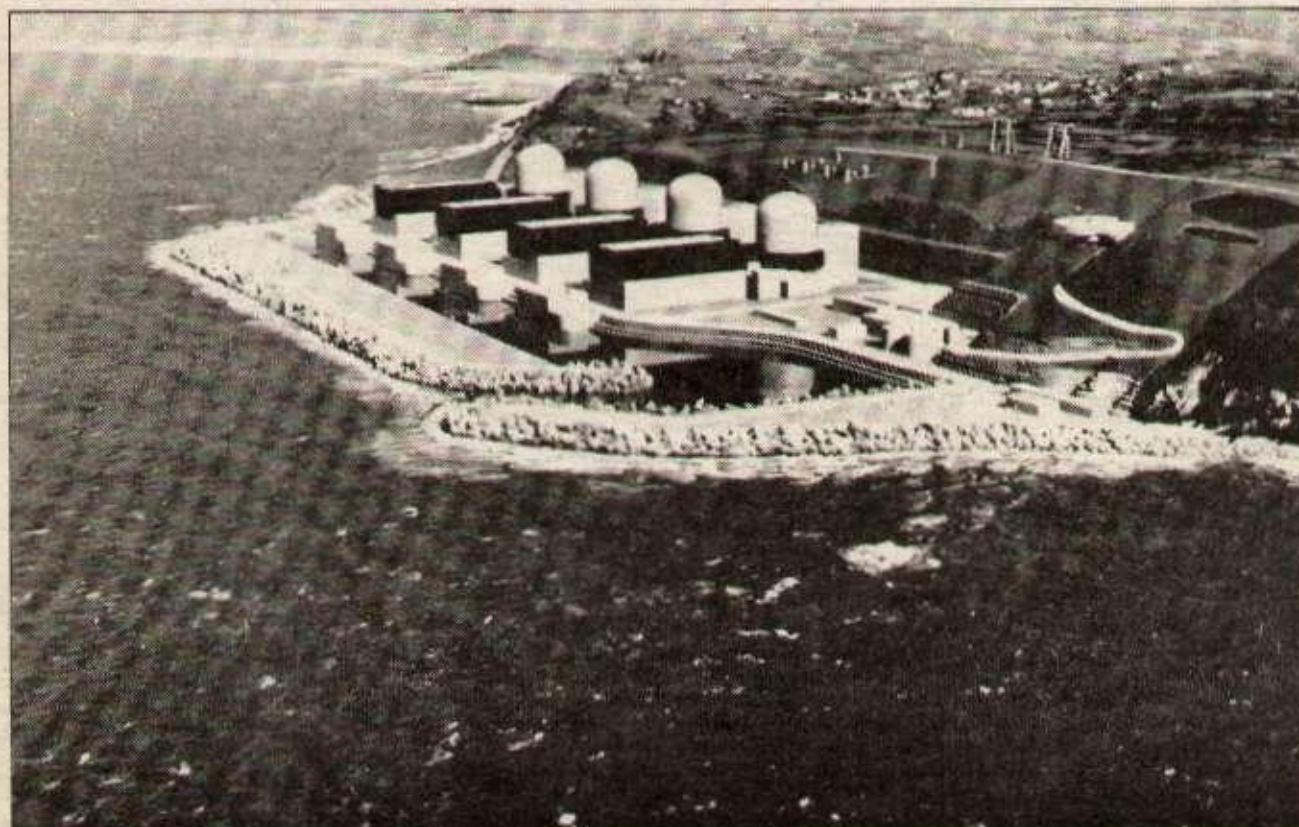
dans le calme, les forces de l'ordre qui se faisaient de plus en plus pressantes procédèrent à l'arrestation d'un jeune déguisé, sous prétexte de dégradation de monument public (pisser contre le mur !). Aussitôt ce fut la colère, le fourgon fut secoué, les commissaires, paraît-il, brutalisés et jetés à terre. Alors les flics n'hésitèrent pas à foncer dans la foule avec leur fourgon renversant au moins deux passants.

Correspondant BESANÇON

D. DELORME

Chantier de la centrale de Flamanville

« Nous sommes décidés à aller jusqu'au bout »



Maquette de la centrale nucléaire de Flamanville.

« Nous sommes décidés à aller jusqu'au bout » disent les travailleurs. Le grand chantier de la centrale de Flamanville est en grève depuis mardi dernier. Le chantier de Flamanville ainsi que la future centrale c'est un peu la « poule aux œufs d'or ». Le préfet de région en parle comme de l'avenir pour le Nord du Cotentin, par ailleurs, l'Agence Nationale pour l'Emploi vante les « bons salaires » du site. Aujourd'hui, les travailleurs du chantier apportent un cin-

giant démenti. Ce chantier comprend environ 1 000 travailleurs français et immigrés de différentes entreprises. Il y a les « Grands travaux de Marseille », l'entreprise Lanson, Meslin et DTP... Ce sont les travailleurs de cette dernière entreprise (400 ouvriers environ) qui ont fait démarrer le mouvement. Nous les avons rencontrés au piquet de grève, dans le local de la CGT, seul syndicat sur le site.

Comment le mouvement a-t-il démarré ?

« Ça a commencé à gueuler lundi soir à la remise des feuilles de paye il faut voir ces micmacs sur les feuilles, d'un mois à l'autre, les gars baissent de qualification sans qu'on sache pourquoi. Des feuilles de paye commencées sur ordinateur sont finies au stylo, on a des retenues et des rajustements d'heures incompréhensibles. Le détonateur ça a été tout cela. Alors mardi matin, tout le monde est monté à la direction, celle-ci a bien voulu recevoir deux délégués, et encore dans le couloir, nous, pendant ce temps-là on attendait trempés sous la pluie. Quand on a vu que la direction ne voulait rien entendre, on a aussitôt fermé les portes du chantier. Et depuis, il y a un piquet de grève. Depuis mercredi plus personne ne travaille sur le site, hormis ceux que nous laissons passer, c'est-à-dire le personnel de sécurité et les agents EDF ».

Comment cela se passe-t-il par rapport aux autres entreprises du chantier ?

« Il y a eu un peu de flottement dans GTM — Grands Travaux de Marseille — (300 gars environ) c'était flou jusqu'à jeudi, jusque-là, il faut dire qu'ils n'avaient que des délégués patronaux, des chefs du chantier. À la faveur de notre mouvement une section CGT s'est mon-

tée à GTM. La feuille de paye c'est la goutte d'eau, mais le problème de fond, c'est que les gars touchent 800 à 1 000 F de moins que le chantier de Gravelines d'où ils viennent, alors qu'ici ils font le même boulot. Notre revendication de fond c'est, « pas de salaire à moins de 4 000 F », nous demandons aussi une prime de site, une prime de repas, une revalorisation des indemnités de trajet, nous demandons la suppression des échelles « OS2 1, OS2 2, OS2 3 » et l'alignement sur le 3e échelon ».

Je crois que vous avancez aussi des exigences en matière de droits syndicaux ?

« Oui nous demandons 2 heures d'information syndicales mensuelles pour les travailleurs, on demande que les crédits d'heures pour les délégués soient doublés, ainsi qu'une voiture pour pouvoir se déplacer sur le chantier. Il faut savoir que le chantier ce sont des dizaines d'hectares. Par exemple, pour aller du pied du réacteur jusqu'aux bureaux, il faut au moins 45 minutes à pied, ça bouffe les crédits d'heures ».

Je crois qu'il y a eu des négociations.

« Oui, et la direction propose 100 F d'augmentation... On a été aussi assignés devant le juge mercredi dernier, puis vendredi par les entreprises du site ainsi qu'EDF, le juge a ordonné la levée des piquets

de grève, plusieurs huissiers sont déjà venus constater... Mais on continue le mouvement, on a fait les 1er pas, maintenant on ne bouge plus, on ne peut pas se mettre à genoux c'est au patron de venir nous faire des propositions ».

Il y a à peu près autant de français que d'immigrés comment ça se passe au sujet de l'unité français-immigrés ?

« À ce moment là les travailleurs français et immigrés nous répondent : pas de problèmes l'unité ça se passe bien. Les travailleurs immigrés sont même plus syndiqués que les travailleurs français sur le chantier. Faut voir à Paluel la grève a duré 3 mois et demi et les immigrés étaient parmi les plus combattifs. Faut parler des conducteurs de travaux la promotion ça passe par eux, alors c'est un chantage constant : « Si tu ne fermes pas ta gueule... » ».

Vous avez eu des témoignages de solidarité ?

« Nous avons reçu l'appui des travailleurs de Paluel et aussi de Gravelines, de la Radio CGT du Nord Pas-de-Calais et des travailleurs d'Electricité Gaz de France de Cherbourg. Ils nous ont envoyé un message. On a l'appui des élus communistes et socialistes ».

Est-ce que vous pouvez parler des conditions d'hébergement autour du chantier puisque en ma-

jorité vous êtes des travailleurs déplacés ?

« Avec les cités modulaires on a demandé pas mal de choses pour améliorer les conditions de vie, pas mal de choses qu'on a réussi à obtenir : des bacs pour faire la lessive, des frigos, un bus pour pouvoir aller à Cherbourg. On va avoir, ici, aussi une cité sociale pour les réunions syndicales. Pas mal de ces choses relèvent d'un accord passé avec la direction. Il faut dire qu'à la CGT on est présent depuis le début pour que s'applique intégralement l'accord ici à Flamanville ce qui n'était pas le cas. On s'est battu aussi pour limiter les cités modulaires, pour avoir plutôt des HLM pour l'hébergement ».

À la fin de l'interview d'autres travailleurs arrivent et les témoignages abondent qui montrent la réalité du chantier.

« À l'embauche, à l'ANPE, on m'avait promis 3 400 F, alors qu'en fait aujourd'hui je touche 2 800 F, et encore ça avec les primes de nuit, et tout ça en coulant le réacteur ». Un autre travailleur : « Il y a un autre scandale c'est que au contraire des autres chantiers, on nous prélève sur notre paye une indemnité de logement » au fil de la discussion, on voit que les travailleurs avaient beaucoup de colère accumulée depuis longtemps aujourd'hui ils sont en lutte et comme ils disent « nous sommes décidés à aller jusqu'au bout ».

Correspondant de la MANCHE

Nouvelles des Vosges De notre correspondant

Depuis janvier 1980, et plus particulièrement depuis un mois, de nombreuses luttes se développent dans les différents secteurs d'industries mais également dans le sanitaire et le social.

Dépôt de bilan chez Vosges-Maille (Rupt sur Moselle)

À Vosges-Maille (à Rupt sur Moselle), après le dépôt de bilan et la tentative de la direction pour licencier les délégués syndicaux, les travailleurs ont fait face aux manœuvres de division (formation d'une association de « défense des intérêts des salariés de l'entreprise Vosges-Maille », pour accepter un soi-disant plan de relance), et ont participé à la campagne de popularisation de la CGT et de la CFDT. En outre, refusant tous les licenciements, ces syndicats ont réclamé une enquête sur les comptes de l'entreprise et fait un contre plan de redressement sans un seul licenciement. En plus de réunions d'information et d'une pétition, dénonçant la répression antisyndicale, qui accompagne le dépôt de bilan (daté du 17.12.80), la fabrication de travaux artisanaux va permettre de contribuer à une large popularisation.

Chez Paul Perrin, des mutations font office de licenciements. Là aussi, il y a répression antisyndicale. Là aussi, le personnel se mobilise.

Agache Willot : le redéploiement en marche

Dans l'ensemble de groupe Agache-Willot, après les licenciements dans le Nord de la France, puis à Soultz-matt en Alsace, le redéploiement atteint maintenant les Vosges. En effet, la confection de Saint-Laurent vient d'être fermée, sous prétexte d'absence de commandes, ce qu'organise précisément les Willot, comme ils ont déjà pu le faire à la SIS de Senones, à Ramberviller ou à la Blanchisserie de Moyenmoutier. Ceci est d'autant plus scandaleux qu'ils vendent dans les unités vosgiennes des marchandises importées en masse de leurs usines étrangères notamment.

Par ailleurs, toujours dans ce groupe, des licenciements se font chaque fois qu'un ouvrier est malade plus de 6 mois (environ 60 pour Thaon, Igney et Vincey).

À Linvosges (Gérardmer), dès l'annonce d'une liquidation où ne serait gardée que le label « Linvosges » pour des produits d'importation, les travailleurs se sont mobilisés et ont fini par imposer une unité d'action difficile entre les syndicats CFDT, FO et CGT. Le 14 mars, suite à la proposition de la CGT une journée d'action sur l'ensemble de Gérardmer aura lieu unitairement. En plus de Linvosges, la liquidation touche une usine de sous-traitance automobile, le Profil. Tout cela afin de faire du secteur de Gérardmer un poumon vert de la Lorraine.

Débrayages à Montéfibre pour les salaires

À Montéfibre, où l'on peut se rappeler la dure lutte pour le maintien de l'activité dans le cadre de la Montédison, de nouveaux débrayages ont eu lieu contre la baisse du pouvoir d'achat, contre la répression antisyndicale, mais aussi contre de nouvelles tentatives de liquidation par la mise en place d'un consortium bancaire d'où se désengagerait encore la Montédison. Sans compter qu'à l'heure actuelle, aucun investissement ne se fait dans une usine de textile synthétique, et qu'on assiste à un bricolage quant à l'entretien des machines. La CGT vient de relancer des propositions de diversifications qui s'ajouteraient à la production (extension du nylon notamment).

Hôpitaux de Senones et Raon l'Etape : grèves pour l'embauche

Pour la première fois, une grève a touché les hôpitaux de Senones et de Raon l'Etape pour réclamer une embauche alors que les directions avaient, dans un souci « d'humanisation », ouvert de nombreux bâtiments et bloqué les prix de journée ou même les diminuer. La grève a duré la journée du 4 mars et le mouvement doit se poursuivre s'il n'y a pas de négociations.

Dans un établissement pour enfants handicapés physiques, appartenant à la CRAM du Nord-Est (La Combe à Senones), une grève du personnel éducatif est encore en cours et s'étend depuis le 4 mars également. Les grévistes revendiquent l'embauche et dénoncent les conditions déplorables d'hébergement et de prise en charge des enfants soignés. La popularisation est en cours (soutien financier et information large).

Contre la répression anti-syndicale

De nombreux mouvements de grève ont eu lieu en plus dans les entreprises vosgiennes où on assiste à des cas de répression contre les délégués : à la SIFO, à la CITRAS, à Linvosges, à Montéfibre, à la Trane, chez Michelin et aux PTT, chez Peltex (où un jugement est en cours).

Non aux gaz toxiques au Cambodge et en Afghanistan !

Diverses sources continuent à faire état de l'utilisation d'armes chimiques par les troupes soviétiques en Afghanistan, ou par les troupes vietnamiennes au Cambodge. Les témoignages les plus accusateurs viennent, bien sûr d'abord, des premiers intéressés, à savoir les résistants afghans ou cambodgiens et leur entourage.

Pourtant, ces témoignages — pour précis et détaillés qu'ils soient — sont considérés comme sujets à caution par certains, convaincus de la « partialité » des témoins. C'est ainsi par exemple que la presse occidentale a très peu rendu compte des accusations des résistants Khmers rouges qui affirmaient que les troupes vietnamiennes utilisaient des gaz toxiques de fabrication soviétique.

Or, aujourd'hui, que se passe-t-il ? Des organismes humanitaires que l'on peut difficilement accuser de partialité ou même de sympathie à l'égard de ces résistants (c'est évident en particulier à l'égard de la résistance cambodgienne) commencent à dénoncer, eux aussi, l'utilisation d'armes chimiques, formellement interdite sur toute la planète.

Dans le cas de l'Afghanistan, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme indique que l'enquête d'un de ses envoyés spéciaux prouve l'utilisation, par l'armée soviétique, de gaz non mortels, mais pro-

voquant de graves incapacités, de gaz lacrymogènes très puissants, de produits toxiques causant des irritations de la peau et même de redoutables bombes à fragmentation, provoquant la mort de nombreux civils et combattants afghans.

Dans le cas du Cambodge, les enquêtes d'organismes internationaux sont en cours. C'est ainsi que des représentants de la Croix Rouge ont envoyé à Genève, à des fins d'analyse, des échantillons de sang prélevé sur des résistants cambodgiens dont la mort aurait été provoquée par l'emploi de gaz toxiques.

De tels faits sont trop graves pour que l'on se contente de démentis formels de Moscou ou de Hanoï. Il faut que des équipes de médecins, officiellement mandatés par l'ONU, enquêtent sur place, fassent des autopsies, comparent leurs résultats. Que plus personne ne puisse se réfugier derrière un trop facile « ce n'est pas prouvé », pour justifier son approbation ou sa non-condamnation de l'intervention militaire de Moscou et de Hanoï, en Afghanistan et au Cambodge ! Que l'exigence du retrait des troupes soviétiques et vietnamiennes soit de plus en plus massive, conformément aux résolutions votées très majoritairement à l'ONU !

Claude LIRIA

L'URSS refuse le prix du gaz fixé par l'Iran

Depuis quelques semaines, l'Iran était en négociation avec l'URSS à propos du prix du gaz iranien vendu à l'Union Soviétique.

En effet, du temps du Shah, le prix du gaz vendu à l'URSS était 4 fois moins élevé que le prix du marché international : 76 cents contre 3 dollars le million d'unités. Pratiquant une juste politique d'indépendance économique, la jeune république iranienne propose que ce prix soit majoré jusqu'à 3,63 dollars. Mais celui qui se prétend « allié naturel » du Tiers-Monde ne l'entend pas de cette oreille : le 13 mars la délégation soviétique a carrément rompu les négociations en cours, dé-

clarant la proposition iranienne « inacceptable ».

Comble de cynisme : l'Union Soviétique n'hésite pas à revendre une partie de son gaz à des pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest, notamment la France, au prix fort, réalisant ainsi un double bénéfice.

Soulignons que le prix demandé par l'Iran est encore bien inférieur au prix que plusieurs pays producteurs (Algérie, Abou-Dhabi, Pays-Bas, Alaska) se proposent de fixer prochainement : environ 6 dollars le million d'unités.

Une nouvelle fois la preuve est faite que Moscou sait bien imiter les puissances impérialistes occidentales en pillant les ressources du Tiers-Monde, comme elle sait d'ailleurs les imiter en intervenant militairement dans des pays indépendants...

Quant au ministre iranien du pétrole, il a, lui, affirmé : « Les Soviétiques sont informés que nous ne reviendrons pas sur notre position », ajoutant que l'Iran était prêt à brûler le gaz qui n'est pas nécessaire à sa consommation intérieure, plutôt que de le vendre à un prix dérisoire.

C.L.

Berlinguer bientôt en Chine

Le secrétaire général du PCI, Enrico Berlinguer se rendra en Chine populaire au mois d'avril, à l'invitation du Parti communiste chinois, à la tête d'une délégation du comité central de son parti.

Erythrée

Solution politique et lutte armée

Dans notre précédente édition, nous avons mentionné la visite à Paris d'une délégation du FPLE (Front pour la Libération de l'Erythrée). Délégation de haut niveau (deux membres du Bureau politique et un membre du Comité central). La « grande presse » a fait le black-out. Y compris l'Humanité, qui prétend soutenir la lutte de libération nationale du peuple érythréen — sans jamais mentionner, toutefois, que les agresseurs sont de même nationalité que ceux qui occupent l'Afghanistan et appuient l'invasion vietnamienne au Cambodge. Nous avons publié la déclaration de la délégation et voici ci-dessous quelques unes des réponses que la délégation — conduite par Al Amin Mohamed Saïd — a faite devant les nombreux journalistes (radios et télévisions étaient absents).

LES RECHERCHES DE SOLUTIONS POLITIQUES

Jeu 13 mars, le vice-président soudanais a signé dans la capitale éthiopienne un communiqué prévoyant de « trouver une solution rapide » au différend soudano-éthiopien, alors que les accords bilatéraux sont suspendus depuis trois ans.

Le FPLE affirme « ne pas avoir demandé la médiation du Soudan ». Le président soudanais, Nemeiry, avait annoncé récemment une tentative de médiation entre l'Éthiopie et l'Erythrée et avait déjà pris des initiatives de ce genre. Les lignes de ravitaillement érythréennes passent par le Soudan.

« Le FPLE n'est pas hostile à des initiatives », mais, a indiqué Mohamed Saïd, « ne pas prendre une position correcte sur le problème érythréen conduit à l'échec ».

M.S. : « D'autres tentatives de médiations ou initiatives — Lybie, Algérie, RDA OLP — ont échoué ; parce que le DERG (la junte militaire éthiopienne au pouvoir — NDLR) a toujours posé un préalable et recherché une solution militaire. Il faut que les négociations s'engagent avec les représentants du peuple érythréen, le FPLE et le FLE, sans préalable et publiquement ».

— Quelle est la voie que vous préférez, l'affrontement militaire ou la négociation ?

M.S. : Notre objectif est l'indépendance nationale nous préparons les deux éventualités. Si nous pouvons parvenir à la solution par la négociation, nous sommes pour, c'est le bienvenu. Mais la négociation ne veut pas dire accepter n'importe quoi. Nous préparons l'avenir, pour atteindre notre objectif final, nous sommes prêts à lutter dix-neuf années encore ».

— Comment amener l'Éthiopie à négocier ?

M.S. Nous demandons à personne d'intervenir à nos côtés. Le soutien politique ne peut que renforcer notre position sur le terrain qui est essentielle, c'est complémentaire ».

— A combien évaluez-vous les forces soviétiques en Éthiopie ?

M.S. : Il y a une aide massive de l'URSS à l'Éthiopie. Mais nous n'avons pas de chiffres précis, en Éthiopie, ni même en Erythrée ».

— Est-ce que le régime éthiopien a vraiment remis en marche l'économie dans les villes érythréennes qu'il contrôle ?

A propos des relations avec les pays africains et de leur reconnaissance et soutien à la lutte du peuple érythréen, les rapports avec l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) qui, pour l'instant, ne reconnaît pas les forces patriotiques érythréennes.

M.S. « La situation a changé et change chaque jour en notre faveur. Il y a des pays qui nous reconnaissent déjà officiellement (d'autres officieusement). En Afrique : Mozambique, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry, Madagascar. Des pays arabes qui sont aussi des pays africains : Algérie, Lybie, Tunisie, Maroc, Djibouti, Somalie.

Dans la charte de l'OUA, il y a un article disant qu'il faut préserver les frontières héritées du colonialisme. Appliqué à l'Erythrée, cela implique pour nous l'indépendance ».

Le siège de l'OUA étant à Addis-Abeba (capitale de l'Éthiopie - NDLR) ça a pesé. Le propagande éthiopienne a abusé beaucoup dans le passé, nous n'avons pas fait assez de contacts, pas assez mené l'action sur le terrain diplomatique. Nous commençons les efforts diplomatiques vers les pays africains ».

A propos des contacts en France, outre les rencontres avec les syndicats et partis de gauche, y a-t-il des contacts officiels ? (Avec des gens du gouvernement).

M.S. : « Jusqu'à maintenant, il n'y a pas de contacts officiels. Nous sommes disposés à rencontrer toutes les forces, officielles ou non, qui adoptent une attitude positive à notre égard ».

A suivre

Claude LEBRUN



« Halte à l'agression soviéto-cubaine en Érythrée ». Manifestation organisée par le FPLE à Amsterdam le 27 janvier 1979.

M.S. : Elle ne peut se développer, avec la guerre. La seule manière, pour l'Éthiopie de sortir de son sous-développement, c'est d'abord d'en finir avec cette sale guerre.

— Quelles sont les conséquences du renforcement de la présence américaine dans le Golfe d'Oman et la région ? Mettez-vous sur le même plan le renforcement de la présence soviétique dans la région ?

M.S. Nous sommes très inquiets en voyant le déploiement des forces dans notre région et la région voisine. Il a pour objectif la préparation à la guerre. Nous sommes contre toute internationalisation d'un conflit. Chaque peuple doit déterminer son avenir lui-même et disposer des moyens de se défendre lui-même ».

EFFORT DIPLOMATIQUE

Mohaded Saïd : Nous sommes contre toute intervention étrangère, d'où qu'elle vienne et sans n'importe quel prétexte que ce soit.

Comment pouvons-nous combattre par le sang l'intervention étrangère sur notre sol, et ne pas dénoncer avec la plus grande fermeté l'agression contre un autre peuple. Sur le plan intérieur, c'est au peuple afghan de décider.

Maroc

Chauvinisme et trahison d'un ancien dirigeant communiste

Au cours d'une conférence tenue à Paris, le secrétaire général du Parti du Progrès et du Socialisme (PPS révisionniste), Ali Yata, a réaffirmé les positions chauvines de son parti, prétendu communiste.

En particulier, il a confirmé son soutien total à Hassan II sur la question du Sahara Occidental. La mainmise du Maroc sur le Sahara Occidental est qualifiée par Ali Yata d'« œuvre d'unification territoriale du Maroc ». Et le dirigeant du PPS a même osé dire qu'elle devait être assurée « y compris par les armes ».

Rappelons que c'est entre autres en raison de ce soutien honteux à la politique d'Hassan II que le PPS doit son retour à la légalité depuis 1974.

En ce qui concerne la répression qui s'abat sur les révolutionnaires marocains, Ali Yata a toujours soigneusement pris soin de déclarer qu'il n'avait rien de commun avec les opposants réprimés, se plaçant ainsi du côté du pouvoir. Ce fut en particulier le cas en 1977 lors du procès de 170 marxistes-léninistes.

Plus récemment, il y a un mois environ, le PPS a fait le silence complet sur les arrestations opérées par la police dans les milieux étudiants en grève.

Qui, la légalisation de son parti, Ali Yata l'a payée un trahissant la cause de son peuple et des peuples voisins !

Pour terminer, il faut dire que le soutien du PPS à la politique d'Hassan II (dont on connaît les liens avec différents pays impérialistes occidentaux) ne l'empêche pas d'approuver aussi inconditionnellement l'intervention soviétique en Afghanistan.

Claude LIRIA

Zimbabwe

Les projets de la ZANU

Beaucoup de commentaires qui, depuis des années, ont méconnu le rôle de la ZANU dans la lutte de libération s'interrogent aujourd'hui sur les intentions du gouvernement que le dirigeant de cette organisation, Robert Mugabe, vient de former, après le triomphe de la ZANU aux élections. Tandis que d'autres présentent Mugabe comme un « marxiste convaincu », un « extrémiste », parallèlement, on s'étonne de ses déclarations visant à rassurer la communauté blanche du Zimbabwe, ses appels à la coexistence pacifique avec l'Afrique du Sud. On a affirmé aussi que le programme électoral de la ZANU était « très flou ».

Aussi, la publication de larges extraits du manifeste électoral de la ZANU, tel qu'il était diffusé dans la population en janvier-février, nous semble utile pour éclairer sur les intentions de cette organisation. On y voit que la ZANU ne dissimule pas ce qu'elle présente comme son but stratégique : l'instauration du socialisme, mais qu'en même temps, elle exprime son intention de trouver des solutions concrètes, adaptées à la réalité actuelle du Zimbabwe, et de ne pas précipiter les changements sociaux.

Il faut souligner que dans toute son histoire, la ZANU bien que combattant l'oppression d'une minorité blanche raciste, n'a jamais fait de la guerre de libération une guerre des Noirs contre les Blancs. Alors que les services spéciaux du régime montaient des provocations en assassinant des missionnaires blancs par exemple, les combattants de la ZANU se sont toujours efforcés de distinguer leurs amis de leurs ennemis, sur des critères politiques.

En ce qui concerne la citoyenneté des Européens la ZANU considère que tout homme né dans le pays ou y séjournant avant la déclaration unilatérale d'indépendance, faite par des racistes en 1965, est citoyen du Zimbabwe.

Par contre, elle exigera l'expulsion des mercenaires et des individus qui ont immigré depuis, pour participer à la guerre ou profiter du régime en place à Salisbury. Quand Mugabe tend la main à la communauté blanche, il n'ignore pas qu'une partie des colons, tôt ou tard, risque de se rebeller pour défendre ses privilèges. Mais il s'agit, en définissant clairement la politique du gouvernement du Zimbabwe indépendant, d'isoler le plus possible les colons jus-

qu'au-boutistes et d'intégrer le plus grand nombre possible d'anciens colons à la nouvelle société, pour autant qu'ils acceptent d'y gagner honnêtement leur vie.

Au sujet des relations avec l'Afrique du Sud, il est clair que la ZANU est consciente qu'à long terme un affrontement avec le régime raciste de Pretoria est inévitable. Cependant, le caractère massif de la victoire de la ZANU aux élections, sa politique de main tendue aux Blancs rend pour le moment une agression de l'Afrique du Sud difficile. Le gouvernement du Zimbabwe indépendant a donc tout intérêt à retarder l'éventualité d'un affrontement, à éviter un blocus économique de l'Afrique du Sud. En proclamant sa volonté d'avoir des relations de coexistence pacifique avec l'Afrique du Sud, comme le fait le Mozambique actuellement, il vise à dénoncer, aux yeux de l'opinion mondiale, le caractère agressif du régime de Pretoria, si celui-ci veut intervenir au Zimbabwe.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

Extraits du manifeste électoral de la ZANU

« Depuis sa fondation en 1963, la ZANU (PF) a toujours été un parti révolutionnaire luttant pour la cause du peuple du Zimbabwe, non pas seulement par des paroles, des appels au gouvernement britannique ou à l'ONU, mais par l'action... la ZANU a toujours été un parti pour l'action, ce que doit être tout parti révolutionnaire. C'est d'abord à la lutte armée de la seule ZANU qu'on doit les changements constitutionnels successifs qui ont abouti à la suppression du régime raciste puis à l'avènement du régime actuel. C'est le programme révolutionnaire de la ZANU, les sacrifices de ses dirigeants, les forces de la ZANLA, l'action des masses révolutionnaires qui ont conduit à la conférence de Lancaster House, à Londres.

Sans le sang versé par les combattants et les sympathisants de la ZANU, la déclaration unilatérale d'indépendance aurait réussi et le régime raciste des colons aurait continué. Les générations futures se souviendront de la guerre de libération de la ZANU pendant des centaines, voir des milliers d'années. La ZANU fait partie de l'histoire, car elle a créé l'histoire révolutionnaire du peuple du Zimbabwe.

POLITIQUE ECONOMIQUE

La lutte de libération nationale de notre peuple a eu comme objectif principal la création d'un pouvoir du peuple. Notre indépendance nationale doit donc se traduire par une souveraineté collective de telle sorte que nous puissions être maîtres de notre destin. Les ressources économiques du Zimbabwe ne peuvent qu'appartenir au peuple dans son ensemble. En conséquence leur propriété doit revenir au peuple lui-même et leur exploitation doit servir les intérêts du peuple dans son ensemble.

L'idéologie de la ZANU est le socialisme. Nous croyons que l'accession du peuple au pouvoir politique restera vaine du point de vue matériel si ce pouvoir n'est pas capable d'apporter des améliorations quantitatives et qualitatives dans le domaine économique... Dans cette perspective, l'égoïsme du capitalisme individualiste s'oppose au désintéressement de l'idéologie socialiste. Chacun doit travailler pour les autres et en même temps pour lui-même.

Néanmoins, en travaillant à la transformation socialiste de la société du Zimbabwe, un gouvernement de la ZANU devra reconnaître les réalités historiques, sociales et autres existant concrètement au Zimbabwe. Une de ces réalités concrètes est le sys-



tème capitaliste qui ne peut être éliminé du jour au lendemain. De ce fait, alors qu'un processus de transformation socialiste sera entrepris dans de nombreux secteurs de l'économie existante, il est reconnu que la libre entreprise devra continuer à fonctionner jusqu'à ce que les circonstances soient mûres pour le changement socialiste.

Dans tous ses projets nationaux, un gouvernement de la ZANU accordera la plus grande importance à la reconstruction et à la restauration de tous les secteurs de notre économie, après les ravages causés par la guerre et à la suite des conséquences des sanctions. Ainsi l'action de l'Etat sera nécessaire pour remettre sur pied l'économie, pour l'amener à une base saine et normale, permettant son développement. Le rôle des techniques, la nécessité de les développer seront pleinement reconnus.

LA QUESTION AGRAIRE

Pour tout gouvernement, il serait non seulement anti-populaire mais criminel d'ignorer le besoin urgent de terre existant dans le pays, surtout quand on sait que 83 % de la population vit dans les régions rurales et dépend de l'agriculture pour sa subsistance. Un gouvernement de la ZANU prendra en main la question de la terre en priorité et prendra les mesures suivantes :

1 - Création d'un fonds de développement de l'agriculture, destiné à faciliter l'acquisition de terres, la réinstallation des pay-

sans, le développement de l'agriculture.

2 - Acquisition auprès du secteur privé de toute la terre nécessaire pour la réinstallation des paysans sans terre ou travaillant sur des terres pauvres.

3 - Promouvoir sur ces nouvelles terres l'établissement de villages communautaires et d'une agriculture collective.

4 - Faire en sorte que la terre utilisée pour la réinstallation et le programme agraire, soit prise dans les catégories suivantes du secteur privé : terre inutilisée ou abandonnée, terre sous-exploitée, terre appartenant à des propriétaires absents.

La ZANU exprime son intention de distribuer en priorité les terres non exploitées par les colons blancs. Les accords de Lancaster House lui donnent aussi la possibilité de confisquer des terres exploitées par les colons. Ceux-ci doivent alors être indemnisés par un fonds alimenté par la Grande-Bretagne et les USA (NDLR).

LES MINES

Les mines sont un secteur important de l'économie du pays. Le gouvernement, dans l'intérêt du pays, attachera la plus grande importance à l'industrie minière et travaillera à développer sa productivité et son expansion. Les mines appartiennent presque totalement au secteur privé. On examinera la nécessité d'un engagement de l'Etat dans ce secteur sur une base d'égalité. Il est nécessaire de donner au mineur une juste place en ce qui con-

cerne ses conditions de travail, sa qualification, sa capacité productive et son organisation dans le syndicat.

CONCLUSION

La ZANU est consciente de ce que les tâches qui lui incombent, en tant que gouvernement, sont immenses. Cependant elle puise son inspiration et sa confiance dans l'expérience qu'elle a acquise dans la lutte armée. Si elle a mené une guerre si dure, âpre et sanglante et l'a gagnée, il n'y a absolument aucune raison pour qu'elle ne réussisse pas à gouverner le pays, conformément aux vœux du peuple...

La ZANU veut donner toutes les assurances à la communauté blanche, aux communautés asiatiques et métis que jamais un gouvernement de la ZANU ne pratiquera contre elles de discrimination ni dans les principes ni dans la pratique. Le racisme, qu'il soit pratiqué par des blancs ou des noirs, est une insulte à la philosophie humaniste de la ZANU. C'est une théorie aussi primitive que le tribalisme ou le régionalisme. Le Zimbabwe ne peut être seulement le pays des Noirs. Il est et devrait rester notre pays à tous. Travaillons ensemble à bâtir une nation unie et forte.

Traduction J.P. Champagny

Les droits fondamentaux qui doivent être garantis

- 1 Droit de vote
- 2 Libertés d'expression, de réunion, d'association, de manifestation et de grève.
- 3 Libertés religieuses et de culte.
- 4 Droit au travail et à un juste salaire.
- 5 Droit d'être protégé de la discrimination raciale « Personne ne doit craindre une discrimination sur la base de la race ou de la couleur. En conséquence, les citoyens blancs n'auront pas à craindre qu'un gouvernement de la ZANU, à majorité noire, pratique la discrimination à leur égard ».
- 6 Libertés individuelles.
- 7 Droit à l'éducation.
- 8 Droit à l'égalité des femmes avec les hommes.
- 9 Protection de la vie (suppression des procès secrets et des exécutions arbitraires).
- 10 Droit au repos (instauration de congés payés).
- 11 Droit de ne pas avoir faim.
- 12 Droit à la propriété privée.
- 13 Droit de recours en justice.